

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/RL/M/17

31 août 2004

(04-3608)

Groupe de négociation sur les règles

RAPPORT RÉSUMÉ DE LA RÉUNION TENUE LES 7 ET 8 JUIN 2004

Note du Secrétariat

1. Le Groupe de négociation sur les règles (le "Groupe") a tenu une réunion formelle les 7 et 8 juin 2004.

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour ci-après:

A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

B. ANTIDUMPING

C. SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES
SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

D. AUTRES QUESTIONS

- Déclaration d'un participant concernant la déclaration conjointe publiée par les Ministres africains du commerce, des douanes et de l'immigration – Conférence ministérielle de l'Union africaine tenue à Kigali, (Rwanda) les 27 et 28 mai 2004.
- Date de la prochaine réunion du Groupe.

B. ANTIDUMPING

3. Le Groupe a examiné une nouvelle communication intitulée "**Propositions concernant la comparaison équitable**" (TN/RL/W/158) et présentée par dix participants. Un coauteur a expliqué qu'il était nécessaire de clarifier et d'améliorer l'Accord antidumping parce qu'il permettait aux autorités de faire des comparaisons inéquitables. La proposition portait sur quatre points. Le premier consistait à clarifier le fait qu'il était prescrit aux autorités d'apporter des ajustements symétriques pour tenir compte des dépenses de commercialisation et des bénéfices dans l'établissement du prix à l'exportation et de la valeur normale pour assurer une comparaison au même niveau commercial. Du fait des ambiguïtés de l'article 2.4 de l'Accord antidumping, certaines autorités avaient tendance à comparer le prix à l'exportation et la valeur normale à des niveaux commerciaux différents, généralement en déduisant certains éléments des dépenses de commercialisation ou des bénéfices uniquement des prix à l'exportation pour gonfler ou créer des marges de dumping. La proposition prescrivait aux autorités de déduire les dépenses de commercialisation et les bénéfices de manière

symétrique du prix à l'exportation et de la valeur normale. Le deuxième point concernait l'exclusion de certains types de vente du calcul du prix à l'exportation. Bien que l'Accord antidumping prévoie l'exclusion des ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales de la détermination de la valeur normale, il ne comportait aucune disposition particulière concernant l'exclusion de ces ventes de la détermination du prix à l'exportation. L'exclusion de ces types de vente du calcul tant du prix de vente à l'exportation que de la valeur normale était nécessaire pour comparer des choses comparables. Le troisième point concernait l'abolition des deux dernières méthodes prévues à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, c'est-à-dire la comparaison transaction par transaction et la comparaison entre la valeur moyenne et la valeur des transactions, dans toutes les procédures antidumping. La méthode de comparaison transaction par transaction présentait le risque que les autorités abusent de leur large pouvoir discrétionnaire de choisir les différentes transactions sur leur propre marché intérieur à comparer aux différentes ventes à l'exportation. La méthode de la comparaison entre la valeur moyenne et la valeur des transactions était devenue un prétexte pour pratiquer la réduction à zéro, laquelle constituait un manquement à l'obligation de comparaison équitable prévue à l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Le quatrième point avait trait à la mise en correspondance des modèles. L'Accord antidumping ne donnait aucune indication pour identifier les modèles identiques ou les plus ressemblants à utiliser dans la comparaison avec les modèles des produits exportés. La proposition serait de prescrire aux autorités d'utiliser toutes les caractéristiques qui ont une incidence significative sur la valeur commerciale du modèle et de ménager à la partie interrogée une possibilité appropriée de proposer ces caractéristiques.

4. Plusieurs coauteurs ont appuyé cette proposition. Un coauteur a indiqué que les questions de la symétrie et du calcul des moyennes étaient particulièrement importantes, alors qu'un autre a indiqué que la question du calcul des moyennes était ce qui le préoccupait le plus. Plusieurs coauteurs ont fait observer que la question du calcul des moyennes se rapportait à la proposition concernant la réduction à zéro. Il a été observé que cette communication marquait l'achèvement du premier cycle de propositions complètes concernant l'article 2 de l'Accord antidumping présentées par le groupe dit des Amis des négociations antidumping.

5. Au sujet de la question du niveau commercial et des ajustements symétriques, certains participants ont admis qu'il était nécessaire de clarifier et d'améliorer l'Accord antidumping. Toutefois, un participant a mis en garde contre une symétrie robotisée. Étant donné que les ventes à l'exportation et les ventes sur les marchés intérieurs n'étaient pas symétriques, il fallait laisser un certain pouvoir discrétionnaire aux administrateurs pour traiter les cas complexes et les différences dans les dépenses qui apparaissaient nécessairement lorsqu'on comparait les transactions commerciales sur deux marchés différents. Par ailleurs, alors que la responsabilité en fin de compte d'assurer que les calculs antidumping respectent les règles incombait à l'autorité chargée de l'administration, il appartenait à une partie affirmant qu'un ajustement était nécessaire, si elle était en possession des données de faits nécessaires pour établir la véracité de l'affirmation, de produire ces états de faits. La dernière phrase de l'article 2.4 reconnaissait cet équilibre. Plusieurs autres participants ont partagé ces points de vue. Au sujet de la clarification de la première phrase de l'article 2.4 par l'inclusion du membre de phrase: "avec des ajustements symétriques", un participant estimait que cela pourrait déboucher sur des réductions arbitraires. Un autre participant a dit qu'il appuyait l'objectif de veiller à établir le niveau des ajustements commerciaux, chaque fois que cela était possible, mais qu'il avait besoin d'approfondir sa réflexion sur la proposition car elle soulevait des questions importantes. Pour terminer, un participant a noté qu'il y avait deux éléments distincts: établir le prix à l'exportation et procéder aux ajustements nécessaires de ce prix. La quatrième phrase de l'article 2.4 parlait déjà du cas dans lequel le prix à l'exportation construit n'était pas au même niveau commercial que la valeur normale.

6. Au sujet de l'exclusion des ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales du calcul du prix à l'exportation, plusieurs participants ont convenu que ce point devait être clarifié. Toutefois, un autre participant a observé que les auteurs de la proposition avaient fait

abstraction d'une différence fondamentale entre les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation dans l'analyse du dumping. Selon lui, l'Accord antidumping prévoyait suffisamment de flexibilité pour traiter les situations extrêmes. Par exemple, la fourniture d'un échantillon gratuit de marchandise à un client potentiel n'entrerait pas dans le cadre de la définition du mot "vente". D'un autre côté, les données d'expérience montraient que les exportateurs pouvaient manipuler la détermination de l'existence d'un dumping en qualifiant arbitrairement d'échantillons un grand nombre de ventes à bas prix. Un autre participant estimait que l'objectif d'une enquête antidumping était de déterminer si les ventes à l'exportation faisaient l'objet d'un dumping et causaient un dommage. Le fait de limiter l'enquête aux ventes à l'exportation ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales réduirait excessivement la portée de l'enquête. Au sujet des ventes non commerciales, un participant a convenu que les échantillons envoyés à un acheteur potentiel ne devaient pas être considérés comme des ventes à l'exportation. Toutefois, il a demandé ce qu'il en était du principe des ventes aux employés et a demandé de plus amples explications. Au sujet du commerce dit "commerce de troc", cette situation se rencontrait parfois à l'intérieur des marchés en transition, mais l'intervenant ne l'avait pas rencontrée jusque-là dans des transactions commerciales à l'exportation et il n'y avait peut-être pas d'urgence à régler cette question.

7. Au sujet des méthodes de comparaison, un participant a noté que l'idée de dumping ciblé ne reposait sur aucune base et que sa législation, par conséquent, prévoyait seulement la méthode de comparaison moyenne par moyenne. Un autre participant a noté que la méthode de comparaison moyenne par moyenne était souvent la plus équitable, mais que l'idée d'éliminer les deux autres méthodes devait être examinée de manière plus approfondie; ce participant était partisan de maintenir les autres méthodes possibles tout en mettant au point les paramètres applicables à leur utilisation. Un autre participant encore a noté que, lorsque les prix à l'exportation variaient largement en fonction de l'acheteur ou de la région, une méthode consistant à comparer chaque cas à la moyenne était appropriée. La comparaison moyenne par moyenne ne donnerait peut-être pas toujours des résultats équitables, en particulier dans les cas où l'exportateur avait fait du dumping à certains moments ou dans certaines régions, ou avait fortement baissé ses prix et causé un dommage. Quant à la méthode de comparaison transaction par transaction, elle était rarement utilisée, mais elle était appropriée dans certains cas. Par conséquent, les méthodes prévues dans l'article 2.4.2 devraient toutes les trois être utilisables. Un autre participant a noté qu'il utilisait la méthode de comparaison transaction par transaction dans 90 pour cent des cas, en ce qui le concernait. La proposition visant à supprimer cette méthode était irréalisable, surtout pour les petites économies et les nouveaux utilisateurs. L'impartialité avec laquelle il utilisait cette méthode n'avait jamais été contestée, et la plupart des exportateurs l'appréciaient. Des règles concernant la manière d'utiliser cette méthode pourraient cependant être une option. Ce même participant a noté qu'avec la méthode de comparaison moyenne par moyenne, des marchandises ne faisant pas l'objet d'un dumping pouvaient être confrontées à une marge. Il fallait faire une étude approfondie avant de suggérer d'interdire totalement une méthode qui avait été négociée dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Un participant a appuyé la proposition visant à interdire la réduction à zéro, mais s'est opposé à l'élimination des autres méthodes de comparaison possibles. Un autre participant n'était pas sûr que la réduction à zéro soit interdite dans le cadre de la méthode de comparaison cas par cas. Il a noté que la méthode de comparaison du cas particulier par rapport à la moyenne était une exception à la méthode de comparaison moyenne par moyenne. Si la réduction à zéro était interdite dans le cas d'une application de la méthode de comparaison d'un cas particulier par rapport à la moyenne (dumping ciblé), alors cette méthode donnerait le même résultat que la méthode de comparaison moyenne par moyenne, et l'exception serait de ce fait rendue inutile. Ainsi, il semblait que la proposition visant à éliminer les deux autres méthodes possibles constituait un autre moyen de tenter d'éliminer la réduction à zéro, les utilisateurs de la méthode de comparaison cas par cas se trouvant au milieu. S'agissant des périodes, un participant estimait qu'il était nécessaire d'établir des lignes directrices à utiliser pour déterminer la période de collecte des renseignements dans les cas de marchés cycliques des produits saisonniers ou des produits agricoles. Il a demandé aux participants qui avaient rencontré des cas de marchés cycliques en menant des enquêtes de faire part au Groupe de leurs données d'expérience, de leurs points de vues et de leurs approches.

8. Au sujet de la mise en correspondance des modèles, un participant a admis que les autorités devraient utiliser toutes les caractéristiques qui ont une incidence significative sur la valeur commerciale ou l'utilisation finale du produit, y compris les spécifications techniques. Toutefois, la mise en correspondance des modèles devrait être basée sur les normes internationales plutôt que sur la codification des produits utilisée par les personnes interrogées ou les normes utilisées dans le pays d'exportation. Un autre participant s'est dit d'accord avec les auteurs sur la mise en correspondance des modèles, mais s'est dit sceptique quant à la possibilité d'élaborer une définition objective de l'expression "ressemblant étroitement". Il a noté que la mise en correspondance des modèles était une question qui devait être résolue au début des enquêtes afin d'éviter de revenir vers les exportateurs avec des questionnaires supplémentaires pour information. Un autre participant a noté que la mise en correspondance des modèles était souvent le meilleur moyen d'assurer la prise en compte des caractéristiques physiques qui ont une incidence sur le prix et, que par conséquent, une procédure énoncée clairement dans l'Accord serait la bienvenue. Il a convenu que lorsque le modèle du marché intérieur et le modèle d'exportation n'étaient pas identiques, la mise en correspondance des modèles devait être complétée par les ajustements appropriés, mais il a soulevé la question du bien-fondé de la proposition selon laquelle les ajustements devaient être basés uniquement sur les coûts variables. L'Accord antidumping était concentré sur la comparabilité des prix, et il pouvait se trouver des cas de différences de coût de production qui n'avaient aucune incidence sur la comparabilité des prix ou des cas où les différences de coût de production n'avaient aucune incidence sur la comparabilité des prix. Un autre participant a souligné que les différences de caractéristiques physiques ne donnaient pas toutes lieu à des différences de coût; il fallait tenir dûment compte des caractéristiques physiques qui conduisaient à des différences de coût. De plus, il serait utile de ménager aux personnes interrogées la possibilité d'exprimer leurs points de vue sur ce dont il fallait tenir compte dans ces cas, et de formuler leurs observations sur la mise en correspondance des modèles étant donné que les personnes interrogées étaient les experts connaissant bien le modèle qu'ils produisaient et exportaient.

9. Un coauteur a répondu que l'intention des auteurs était d'éviter de créer artificiellement des marges antidumping, et d'assurer la prévisibilité dans les enquêtes antidumping en introduisant la comparaison symétrique au même niveau commercial. Il a émis l'idée que la comparaison basée sur les pratiques commerciales normales était la meilleure option. Pour ce qui était de la mise en correspondance des modèles, il espérait continuer de travailler avec les autres Membres à cet égard.

C. SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

10. Trois documents ont été examinés au titre du sous-point secondaire de l'ordre du jour "Subventions aux pêcheries". Le premier document était intitulé "**Subventions aux pêcheries: structure proposée de la discussion**" (TN/RL/W/159). Son auteur a expliqué que le document proposait un cadre pour les négociations comme alternative à celui proposé par un autre participant dans le document TN/RL/W/154, lequel préconisait l'interdiction générale des subventions et l'utilisation d'une liste négative pour les exceptions. Cette proposition ne présentait pas la meilleure façon de procéder, en particulier dans la mesure où le Groupe n'avait pas encore examiné le rôle et l'incidence des subventions aux pêcheries pour décider du niveau qui serait approprié pour la réglementation nécessaire. L'auteur estimait qu'une autre méthode, à savoir la méthode de l'inclusion, était souhaitable pour arriver à un consensus dans le Groupe. L'équilibre des éléments mentionnés dans la Déclaration de Doha, en particulier l'élément développement durable, devait être pris en compte. Également, du fait que la définition des subventions aux pêcheries n'avait pas encore été établie, on ne voyait pas clairement quelles subventions feraient l'objet de l'interdiction générale proposée. Enfin, l'auteur avait fourni des renseignements sur les subventions qu'il accordait aux pêcheries ainsi que leur situation actuelle, dans une annexe au document. De nombreux participants avaient fait valoir que l'élimination des subventions pourrait conduire à l'amélioration de la préservation des ressources, aussi avait-il été décidé de fournir des données concrètes indiquant que l'existence de ces subventions n'entraîne pas un accroissement de la capacité des pêcheries ou de leur

production. L'annexe n'était fournie qu'à titre de référence; les autres participants étaient vivement invités à fournir des renseignements similaires.

11. L'auteur de la proposition TN/RL/W/154 a noté que l'auteur du document TN/RL/W/159 contestait son approche en se fondant sur deux arguments: il n'y avait pas de définition convenue des subventions aux pêcheries et la proposition n'était pas équilibrée. Pour ce qui était de la question de la définition, l'article premier de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'Accord SMC) donnait une définition des subventions et l'intervenant ne voyait aucune raison pour ne pas l'utiliser comme base de discussion, bien qu'il puisse s'avérer nécessaire de définir les subventions destinées au secteur des pêcheries. Il y avait des précédents à l'OMC, comme l'Annexe I de l'Accord sur l'agriculture, qui définissait certaines activités économiques sur la base du système harmonisé. Pour ce qui était de la deuxième question, l'intervenant était satisfait de constater que l'auteur de la proposition identifiait deux types de subventions, celles qui contribuaient à la surcapacité et les pratiques de pêche illicites, non déclarées et non réglementées (IUU) qui devaient être interdites. Il a observé qu'on pourrait trouver un équilibre global en examinant les exceptions et les arrangements de transition, y compris les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement; les subventions qui jouaient un rôle crucial pour le développement durable ne devaient pas être interdites. Néanmoins, l'intervenant était très inquiet de voir l'accent mis sur la capacité en tant que point de départ, car cela excluait d'emblée un certain nombre de subventions qui encourageaient incontestablement l'effort de pêche. Par exemple, les subventions pour frais de fonctionnement avaient été définies lors d'une réunion du PNUE comme faisant partie des plus préjudiciables. Les autres subventions pour encourager l'effort de pêche qui sembleraient être exclues dans le cadre de la proposition concernée étaient le soutien des prix et les subventions aux infrastructures, le soutien aux revenus, et à l'accès aux pêcheries étrangères. En effet, en annexe de la communication des auteurs de la proposition figurait un graphique expliquant pourquoi une approche qui utilisait seulement la capacité comme point de départ ne donnerait vraisemblablement pas un bon résultat. D'après cette annexe, plus de 96 pour cent du montant des subventions annuelles de l'auteur (2 milliards de dollars) ne seraient pas interdites.

12. Un participant estimait que les subventions qui avaient une incidence sur les coûts ou les recettes étaient problématiques parce qu'elles faussaient les échanges et conduisaient à un accroissement des capacités qui n'était pas économiquement viable. Il partageait le point de vue de l'auteur selon lequel certaines activités des pouvoirs publics, y compris dans le domaine de la gestion, étaient nécessaires et ne devaient pas être considérées comme des subventions au secteur concerné. L'objectif ne devait pas être d'interdire les subventions qui faussent le commerce, étant donné que les règles concernant la capacité en soi ne faisaient pas partie du mandat. Si les subventions qui faussent les échanges étaient interdites, alors l'incitation pour le secteur des pêcheries à investir dans la surcapacité n'existerait plus.

13. Un autre participant estimait qu'indépendamment de la structure précise des disciplines, les questions de savoir quelles sortes de mesures étaient des subventions et si elles devaient être autorisées ou interdites seraient essentielles. Il convenait qu'il serait utile d'examiner les effets des différentes formes de subvention, en tenant compte des travaux effectués dans d'autres organisations comme l'OCDE et la FAO, y compris sur l'identification et le classement par catégorie, et il a évoqué les idées présentées dans le document TN/RL/W/78 concernant le classement par catégorie. Un autre participant a demandé quelles seraient la portée, la nature et l'étendue de la coopération envisagée avec les autres organisations internationales.

14. Un participant a reconnu lui aussi qu'une interdiction générale devrait être contrebalancée par des exceptions et des dispositions transitoires, y compris des dispositions en matière de traitement spécial et différencié. Dans les petites économies, les subventions visant à réduire les coûts n'entraînaient pas pour la plupart la surpêche et la surcapacité. Au contraire, ces programmes cherchaient à élargir le marché et à assurer une certaine indépendance et une certaine sécurité

alimentaire pour l'économie. Il était important d'examiner l'intention et l'impact des programmes et pas seulement leurs caractéristiques. Il fallait concilier la nécessité de réduire le plus possible le contournement et la nécessité de faciliter la flexibilité au niveau des politiques pour les pays en développement. Un autre participant estimait que pour un grand nombre de pays en développement, les besoins en matière de développement rural et de sécurité alimentaire étaient primordiaux dans l'examen des problèmes du secteur des pêcheries, mais qu'il fallait aussi accorder de l'attention au développement du secteur des pêcheries lui-même. Dans de nombreux pays en développement, ce secteur devait encore être développé et là, il n'était pas question de surcapacité et de surpêche.

15. Un participant a demandé des explications supplémentaires au sujet de la remarque de l'auteur au paragraphe 8 disant que les subventions posaient réellement des problèmes du point de vue de la surexploitation et de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Il était inquiet de voir qu'il n'était pas fait mention des effets de distorsion des subventions aux pêcheries sur le commerce. Quant à la question de savoir comment définir les différents types de subventions, comme celles accordées à l'infrastructure, à la construction et aux services généraux, l'Accord SMC contenait une définition qui pouvait servir de base aux travaux. Un autre participant partageait l'inquiétude exprimée au sujet des subventions à l'infrastructure qui pourraient contribuer à la surcapacité.

16. Un participant a constaté avec plaisir qu'on reconnaissait qu'il devrait y avoir une catégorie rouge pour les subventions qui entraînaient une surcapacité, mais il a estimé que la catégorie interdite ne devait pas se limiter à ces subventions. Il pensait que les disciplines de l'OMC concernant les pêcheries préjudiciables devaient être à la fois fermes et simples à appliquer et à faire respecter.

17. Un participant a évoqué le Plan de mise en œuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement durable, et a noté que la nature des débats dans le cadre du Sommet mondial pour le développement durable était différente du mandat conféré au Groupe. Alors que le Sommet mondial pour le développement durable pouvait, par exemple, se concentrer à bon droit sur les subventions qui contribuent à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et à la surexploitation, le Groupe devait quant à lui s'occuper des subventions qui faussent le commerce.

18. Un autre participant a rappelé l'importance qu'il y avait à identifier les types de subvention qui ont un effet néfaste sur les ressources avant d'établir de nouvelles règles. Il était prêt à consentir à l'élimination des subventions qui contribuent à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Par ailleurs, étant donné que la surexploitation était l'un des principaux facteurs d'épuisement des ressources en poisson, des règles rigoureuses applicables aux subventions responsables de la surcapacité aideraient à limiter la surpêche. Ce participant appuyait fortement la création d'une catégorie verte de subventions spécifiques aux pêcheries qui contribueraient à l'exploitation durable des pêcheries. Il estimait que tous les effets que les subventions avaient sur le commerce devaient être soumis aux disciplines de l'Accord SMC existant, et que les produits de la pêche ne devaient pas être traités différemment des autres produits manufacturés.

19. Un participant estimait qu'il était important d'éviter d'user ou d'abuser des subventions qui contribuaient à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et à la surexploitation. Il a proposé que les débats visent tous les éléments des subventions aux pêcheries dans le but d'améliorer et de clarifier encore l'Accord SMC. Il pensait qu'il serait intéressant de déterminer le champ du débat plutôt que d'examiner les éléments de fond de manière sporadique. Il estimait que la méthode de l'inclusion était la première autre approche possible. Comme l'Accord SMC établissait ses propres catégories de subventions, les subventions accordées aux pêcheries pourraient être définies ou précisées sur la base de méthodes de classement permettant d'énumérer toutes les subventions accordées au secteur de la pêche. Au sujet du traitement spécial et différencié, l'auteur de la proposition n'avait pas évoqué les intérêts des divers pays en développement, qu'ils soient exportateurs ou non.

20. Un participant estimait que la question de la surcapacité et de la surpêche relevait de la gestion des ressources et qu'on ne trouvait pas nécessairement un lien de causalité entre les subventions aux pêcheries et la surcapacité ou la surpêche dans ce qu'on appelait l'analyse de l'incidence sur les coûts/les recettes. Pour réaliser l'objectif commun de l'exploitation durable des pêcheries par une gestion des ressources adaptée et de la prévention de la surcapacité ou de la surpêche et des activités de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, ce participant appuyait l'examen des disciplines applicables aux subventions aux pêcheries à cet égard. Toutefois, il priait instamment le Groupe d'adopter la méthode de l'inclusion grâce à laquelle les participants pourraient identifier les catégories de subvention qui contribueraient à la surcapacité et à la surpêche ou fourniraient la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, et qui seraient par conséquent interdites. En même temps, les subventions qui ne faussent pas le commerce pourraient être reconnues comme ne donnant pas lieu à une action. La définition des subventions aux pêcheries devait être compatible avec l'article premier et l'article 2 de l'Accord SMC. Le champ d'application des subventions aux pêcheries négociées devait être limité aux subventions liées à la gestion des ressources halieutiques, mais il était impératif de viser les effets de distorsion des échanges de toutes les subventions et de renforcer les règles et disciplines de l'Accord SMC dans tous les secteurs non agricoles; il n'y avait aucun intérêt à établir un ensemble de disciplines distinct pour les subventions aux pêcheries. Aux termes de l'article premier de l'Accord SMC, la fourniture de biens et de services pour l'infrastructure générale ne devait pas être considérée comme une subvention.

21. L'auteur du document a expliqué qu'il n'avait pas présenté une proposition concrète précisant quelles subventions devaient être classées dans la catégorie verte ou rouge, mais qu'il avait plutôt proposé une orientation pour le débat. S'agissant de la distorsion des échanges, cette question n'était pas propre aux pêcheries et elle pouvait être examinée dans le cadre d'un examen horizontal global de l'Accord SMC. S'agissant de l'infrastructure, l'autorité de son pays chargée de la gestion de la pêche et le département chargé de la construction des ports de pêche faisaient partie du même organisme public, de sorte qu'il était facile de traiter globalement les activités des pouvoirs publics en matière de financement de l'infrastructure. L'auteur du document estimait que la question de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et de la surcapacité constituait un bon point de départ pour la discussion. Au sujet de la définition des subventions, l'Accord SMC n'apportait pas de clarté sur les subventions aux pêcheries liées aux activités de pêche en soi et il y avait plusieurs zones grises à cet égard.

22. Le deuxième document examiné était intitulé **"Questions et observations de la Corée sur la communication de la Nouvelle Zélande concernant les subventions aux pêcheries"** (TN/RL/W/154) - (TN/RL/W/160). L'auteur a expliqué que le document se composait de deux parties. La première partie contenait les questions relatives aux propositions figurant dans le document TN/RL/W/154. Tout d'abord, y avait-il un lien de causalité entre l'incidence sur les coûts/les recettes et la surcapacité/la surpêche? L'auteur avait analysé divers types de subventions afin de mettre en évidence une corrélation éventuelle entre l'incidence sur les coûts/les recettes et la surcapacité/la surpêche et, comme il était indiqué dans la deuxième page de son document, quelques subventions seulement indiquaient un lien de causalité possible avec la surcapacité/la surpêche. Il était donc aventureux de supposer l'existence d'un lien de causalité entre l'incidence sur les coûts/les recettes et la surcapacité/la surpêche. La réalité confirmait aussi ce point de vue. En 1997, 77 pour cent des subventions aux pêcheries accordées dans les pays de l'OCDE avaient été affectées à l'infrastructure du secteur et à des services généraux tels que la recherche, la gestion des pêcheries et la police des pêches, qui sont essentiels pour assurer l'exploitation durable des pêcheries. En conséquence, il serait difficile d'utiliser un critère des coûts et des recettes comme critère de base pour l'incidence des subventions sur les ressources. L'intervenant a demandé à l'auteur du document TN/RL/W/154 d'expliquer de manière plus précise le lien de causalité présumé entre l'incidence sur les coûts/les recettes et la surcapacité/la surpêche.

23. Le groupe de questions qui suivait porterait sur les subventions qui seraient visées par les nouvelles règles. Les subventions ayant une incidence sur les coûts/les recettes mais qui étaient accordées pour des pêcheries sous-exploitées seraient-elles interdites simplement parce qu'elles avaient une incidence sur les coûts/les recettes? Les subventions accordées aux ménages de pêcheurs à faible revenu et aux petites entreprises de pêche seraient-elles aussi interdites pour la seule raison qu'elles ont une incidence sur les coûts/les recettes? Comment les subventions à l'aquaculture et aux industries de transformation, qui n'ont pas d'incidence sur la surcapacité ou la surpêche mais qui peuvent fausser les échanges, seraient-elles traitées? Le document soulevait aussi la question des relations entre le critère de "l'incidence sur les coûts/les recettes" et le critère de l'avantage mentionné dans l'Accord SMC. Toutes les subventions relevant de l'Accord SMC avaient des incidences sur les coûts/les recettes des bénéficiaires, d'une manière directe ou indirecte et, par conséquent, il était difficile de percevoir une éventuelle différence entre le critère proposé de l'incidence sur les coûts/les recettes et le critère de l'avantage mentionné dans l'Accord. Ainsi, on pouvait supposer que la proposition figurant dans le document TN/RL/W/154 interdirait les subventions aux pêcheries sans aucun critère relatif à la surcapacité ou à la surpêche. Le participant estimait que des disciplines nouvelles concernant les subventions aux pêcheries devraient être fonction des incidences défavorables de ces subventions sur les ressources halieutiques. Il existait de très larges différences entre les pêcheries dans le monde, contrairement à ce qu'on observait dans les secteurs manufacturiers. De petites pêcheries de subsistance coexistaient avec de grandes pêcheries commerciales, et des pêcheries côtières traditionnelles avec des pêcheries hauturières modernes. Il fallait tenir compte de ces différents types de pêche et des circonstances qui s'y rattachent dans les négociations. Le participant estimait aussi qu'il fallait accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des pays en développement Membres.

24. Réagissant à ces propos, l'auteur du document TN/RL/W/154 a fait observer que le besoin de disciplines propres aux subventions aux pêcheries était généralement admis; c'était un progrès dont il se félicitait. L'auteur du document TN/RL/W/160 avait suggéré de se concentrer sur l'incidence défavorable sur les ressources halieutiques, en tenant compte des régimes de gestion des ressources et du niveau des stocks de poisson. Un principe directeur utilisé dans l'élaboration des propositions figurant dans le document TN/RL/W/154 était l'importance qu'il y avait à veiller à ce qu'elles ne s'écartent pas des domaines traditionnels de compétence de l'OMC. Les arguments avancés dans le document TN/RL/W/160 laissaient entendre que les Membres devaient solliciter l'avis de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel sur la question de savoir si certaines subventions avaient des incidences défavorables et, ce faisant, examiner des aspects comme l'adéquation des programmes de gestion et le niveau d'appauvrissement des stocks de poisson. Il se posait la question de savoir si l'OMC était l'organisme approprié pour formuler ces avis, et c'est pourquoi les propositions figurant dans le document TN/RL/W/154 examinaient des indicateurs économiques facilement quantifiables, comme les coûts et les recettes, pour définir les nouvelles disciplines. Un autre point qui s'y rapportait était que le fait de se concentrer exclusivement sur les incidences défavorables sur les ressources halieutiques faisait abstraction des effets de distorsion qu'avaient les subventions sur le commerce et les marchés.

25. Passant aux questions spécifiques qui étaient posées, ce participant a noté que l'auteur du document TN/RL/W/160 avait fourni une analyse de ce qu'il considérait comme la corrélation entre les coûts/les recettes et la surcapacité et la surpêche. Ce participant a contesté la conclusion disant que certaines subventions ne contribueraient pas à la surcapacité et à la surpêche. Par exemple, les subventions pour compenser la cessation temporaire des activités étaient généralement accordées pour compenser le retrait temporaire d'un navire des activités de pêche pendant une durée déterminée en raison de l'appauvrissement des stocks, et elles touchaient donc directement la capacité et la pêche. Ce participant n'était pas sûr que les autres catégories de subventions, comme celles accordées à l'infrastructure des pêcheries, ne puissent pas entraîner une surcapacité et une surpêche. Rien ne permettait d'affirmer que des subventions qui selon les statistiques de l'OCDE, représentaient 70 pour cent des subventions aux pêcheries, n'entraînaient pas une possibilité de surcapacité et de surpêche.

S'agissant de la demande d'explication supplémentaire concernant le lien entre l'incidence sur les coûts/les recettes et la surcapacité et la surpêche, ce participant avait essayé de traduire les concepts de surcapacité et de surpêche en règles immédiatement applicables à l'OMC et permettant de résoudre un problème bien réel. Les subventions qui augmentaient les recettes et diminuaient les coûts auraient inévitablement une incidence sur les décisions commerciales. Les subventions dans le secteur étaient très importantes – 15 à 20 milliards par an selon une estimation prudente qui portait sur 20 pour cent des recettes des pêcheries – et tout cela alors que les ressources halieutiques s'amenuisaient.

26. Un participant a admis qu'il était difficile de généraliser le lien de causalité entre l'incidence sur les coûts/les recettes et la surcapacité et la surpêche, dans la mesure où il fallait tenir compte de l'efficacité du régime de gestion des ressources et du niveau des stocks de poisson. Il a également admis que les nouvelles disciplines concernant les subventions aux pêcheries devaient maintenir l'équilibre entre les aspects commercial, environnemental et social.

27. Le troisième et dernier document présenté dans ce contexte était intitulé **"Subventions aux pêcheries: Atelier du PNUE sur les subventions aux pêcheries et la gestion durable des pêcheries"** (TN/RL/W/161). L'auteur a fait observer que le document contenait un résumé de l'atelier du PNUE tenu fin avril.

28. Un participant a noté que le résumé contenait certains éléments utiles dont il fallait tenir compte au Groupe. L'idée majeure présentée à l'atelier était qu'il fallait soumettre les mauvaises subventions à des disciplines et en même temps protéger les bonnes subventions. Bien que les subventions puissent nuire aux stocks de poisson, leur incidence réelle dépendait de plusieurs facteurs importants dont la conception de la subvention, le niveau de son incidence, le régime de gestion et les conditions économiques des stocks de poisson. Aussi, les aspects économique, social et environnemental des subventions à la pêche étaient liés de façon inextricable. Les nouvelles disciplines devaient tenir compte de ces facteurs. L'élaboration de règles nécessitait plus de travail empirique et analytique pour être efficace.

29. Un participant a évoqué une rencontre parrainée par le Fonds mondial pour la nature ("WWF"), organisée le 9 juin 2004 au sujet d'une étude intitulée "Healthy Fisheries, Sustainable Trade – Crafting New Rules on Fishing Subsidies in the WTO" publiée par le WWF. L'analyse du WWF était pleine d'idées stimulantes et devrait constituer une ressource importante pour les négociateurs dans les mois à venir.

D. AUTRES QUESTIONS

30. Un participant a informé le Groupe de la déclaration conjointe concernant les négociations sur les règles de l'OMC qui avait été publiée par les Ministres africains du commerce, des douanes et de l'immigration présents à la Conférence ministérielle de l'Union africaine tenue à Kigali, Rwanda, les 27 et 28 mai 2004. La partie pertinente de cette déclaration se lisait comme suit: "La plupart des pays africains n'ont mis en œuvre que récemment l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et ne commencent que maintenant à mettre en place une pratique conforme à ces accords. De ce fait, nous soulignons que l'adoption de règles et de disciplines plus complexes à ce stade aurait des effets contraires au but recherché et nuirait aux droits conférés aux pays africains dans le cadre de ces deux accords."

31. Le Président a proposé de tenir la prochaine réunion du Groupe les 12 et 13 juillet 2004. Après délibération, le Président a indiqué qu'il tiendrait des consultations informelles sur cette question.
